Burundi: le système bancaire entrave la croissance économique

@rib News, 17/09/2012 â€“ Source XinhuaLe systme bancaire local constitue une des entraves majeures la croissance conomique burundaise et fonctionne avec des pratiques illgales dans ses relations avec la clientle, apprend-on d'un rquisitoire dress lundi Bujumbura par Faustin Ndikumana, prsident de Parole et Action pour le Rveil des Consciences et l'Evolution des Mentalits (PARCEM), une ONG locale. M. Ndikumana, qui s'exprimait l'occasion de l'ouverture d'un atelier de rflexion sur la gouvernance du systme bancaire au Burundi organis en partenariat avec Action Aid, ONG britannique, a prcis que les banques commerciales burundaises fixent leur clientle des taux d'intrts de plus de 14 % et qu'elles pratiquent galement des capitalisations mensuelles des intrts en violation de la loi et au grand dam de plus de 18.000 commerants sont dj tombs en faillite cause des taux exorbitants. Pour le prsident du PARCEM, en matire d'accs au crdit, le Burundi est le maillot faible de la communaut de l'Afrique de l'Est, car l'ensemble des neuf banques commerciales, les deux tablissements financiers et les vingt-cinq institutions de micro finances, qui forment le systme financier local, ne financent que des crdits court et moyen terme et sont hostiles financer de gros investissements pour le long terme comme des projets agricoles pour un dveloppement durable. Cette situation, a-t-il not, est aggrave par notamment par la faible mobilisation de l'pargne, les risques associs aux prts, une grande part de crances improductives, ainsi que les taux d'inflation et de change qui dprcient constamment la monnaie burundaise. Quant la Banque de la Rpublique du Burundi (BRB), banque centrale, elle accuse des manquements immenses dans son rle de superviseur et de rgulateur de l'action bancaire, a accus M. Ndikumana, avant de mettre en doute la neutralit de cette institution dans le traitement des dossiers de 20.000 clients dits « faillants », qui ne peuvent pas bnficier des crdits auprs des institutions financires locales avant l'apurement total de leurs dettes. Par ailleurs, le prsident du PARCEM a fait remarquer qu'il s'observe au Burundi un phnomne d'effet d'viction li au fait que l'Etat, pour financer le dficit budgtaire rcurrent, prlve une partie l'pargne national au dtriment du secteur priv alors que celui-ci constitue le moteur du dcollage conomique. S. Landre Irariha, Reprsentant l'INTERBANK Burundi, une des banques commerciales locales, le crdit n'est pas un contrat d'adhsion mais un contrat consensuel entre le client et la banque. « S'il existait des clauses entoures d'incomprhensions, il faut des ngociations entre les deux parties contractants », a insist M. Irahora. Pour Gilbert Niyongabo, doyen de la facult des sciences conomiques l'Universit du Burundi (UB), la banque centrale burundaise devrait « revisiter sa mission de rgulateur, de superviseur et de prauteur en dernier ressort du systme financier burundais. Le gouvernement, pour sa part, devrait aussi s'investir pour restaurer le climat de confiance entre les banques et ses clients, a-t-il indiqu. Par ailleurs, a not Niyongabo, les oprateurs conomiques burundais devraient se prmurer des alas en s'associant et en crant des agences spcialises jouant le rle d'assureur interne.